



ARRÊTÉ

portant ouverture d'une consultation du public
sur une demande relative à une installation classée
pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement
EARL TOUZE YVES à Saint-Connan

Le préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I et V et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 mai 2023 portant nomination de Mme Emeline BARRIERE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 portant délégation de signature à M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2001, modifié par l'arrêté préfectoral modificatif du 30 janvier 2004, autorisant l'EARL TOUZE YVES, dont le siège social est situé au lieu-dit « L'étang neuf » à Saint-Connan, à exploiter à cette adresse, un élevage avicole de 20 560 animaux équivalents ;
- Vu** la demande présentée le 04 août 2023, complétée le 29 janvier 2024, par l'EARL TOUZE YVES en vue d'effectuer :
 - l'augmentation des effectifs pour une capacité totale de 40 000 emplacements ;
- Vu** l'avis de l'inspecteur de l'environnement du 26 février 2024 ;

Considérant que l'installation, soumise à enregistrement sous la rubrique 2111-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fait l'objet d'une procédure susceptible d'aboutir à un arrêté d'enregistrement assorti, le cas échéant, de prescriptions particulières ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Objet de la consultation du public

Une consultation du public de quatre semaines du 28 mars 2024 au 25 avril 2024 est ouverte dans la commune de Saint-Connan, sur la demande présentée par l'EARL TOUZE YVES, installation classée soumise à enregistrement sous la rubrique 2111-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, afin d'être autorisé à exploiter un élevage avicole au lieu-dit « L'étang neuf » à Saint-Connan.

Article 2 : Horaires de consultation

La consultation a lieu à la mairie de Saint-Connan aux horaires habituels d'ouverture :

Jours d'ouverture	horaires
lundi	8 h 30 - 12 h 30
mardi	fermé
mercredi	8 h 30 - 12 h 30/13 h 30 - 17 h 30
jeudi	fermé
vendredi	fermé
samedi	fermé

Article 3 : Consultation et observations

Pendant toute la durée de la consultation, le dossier complet est tenu à la disposition du public à la mairie de Saint-Connan et sur le site Internet de la préfecture : <https://www.cotes-darmor.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-et-transition-energetique/Installations-classees-agricoles/Consultations-du-public>.

Le public peut formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet par le maire **ou** les adresser au préfet par lettre à la direction départementale de protection des populations – service de prévention des risques environnementaux – 9 rue du Sabot- B.P. 34 – 22440 Ploufragan **ou** par voie électronique à la direction départementale de protection des populations, avant la fin de la consultation : ddpp-envi@cotes-darmor.gouv.fr

À l'expiration de la consultation du public, le maire doit clore le registre et l'adresser immédiatement avec le certificat d'affichage du présent arrêté au préfet, à l'adresse de la direction départementale de protection des populations, qui y annexera les observations qui lui ont été adressées.

Article 4 : Affichage de la consultation

Le présent arrêté et l'avis au public sont affichés à la mairie de Saint-Connan et dans les mairies de Plésidy et Kerpert, quinze jours au moins avant le début de la consultation du public, soit du 13 mars 2024 et jusqu'au 25 avril 2024.

L'avis au public est affiché en permanence sur le site d'implantation du projet par les soins de l'exploitant conformément aux modalités d'affichage fixées par l'arrêté ministériel du 16 avril 2012 et mis en ligne sur le site Internet de la préfecture.

Un avis est publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux, Ouest France et le Télégramme, quinze jours avant le début de la consultation du public.

Article 5 : Avis des conseils municipaux

Un exemplaire du dossier d'enregistrement est transmis pour avis aux conseils municipaux de Saint-Connan, Plésidy et Kerpert.

Ne peuvent être pris en compte que les avis adressés à la direction départementale de protection des populations au plus tard quinze jours après la fin de consultation du public.

Aussi, les délibérations des conseils municipaux des communes de Saint-Connan, Plésidy et Kerpert et les certificats d'affichage du présent arrêté doivent être adressés au plus tard le 10 mai 2024 à la direction départementale de protection des populations.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, les maires de Saint-Connan, Plédidy, Kerpert et la directrice départementale de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être affichée sur le site de l'exploitation.

Saint-Brieuc, le 06 MARS 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



David COCHU

